

Éditorial

Par Benoît Lasserre

Sciences Po, la nouvelle trahison des clercs



Quelques drapeaux palestiniens ont flotté dans les défilés syndicaux du 1^{er}-Mai. Pas de quoi envenimer la Fête du travail ni inciter la police à abroger une glorification supposée du terrorisme. Car on peut soutenir la cause de la Palestine tout en étant horrifié par les massacres du 7 octobre, comme on peut défendre l'existence d'Israël tout en condamnant le jusqu'au-boutisme cynique du gouvernement Netanyahu et son indifférence à la mort de milliers de civils. De même, on peut souligner, et déplorer, l'ambiguïté des Insoumis à l'égard du Hamas sans affirmer pour autant que ses porte-parole se vautrent dans l'apologie du terrorisme. Accusations inutiles dont Mathilde Panot et Rima Hassan sortiront sans doute innocentées mais qui leur auront laissé le temps de se dépeindre en victimes d'un régime autoritaire, elles qui ont le privilège de vivre dans un des pays les plus démocratiques du monde.

On pourrait d'ailleurs demander à la minorité d'étudiants de Sciences Po qui réclament une Palestine libre et traitent Israël d'assassin s'ils savent ce que signifie le mot démocratie. On ne va pas reprocher à des jeunes gens qui ont choisi cette filière de ne pas être politisés. À les écouter, on devine pourtant qu'ils sont plutôt plongés dans les réseaux sociaux que dans les manuels d'histoire, de sociologie ou de philosophie qui font la diversité des bibliothèques universitaires.

Mais, comme l'assure l'essayiste en vogue Mathieu Slama, prétendre qu'on s'instruit mieux avec un livre qu'un réseau social relève « du mépris de classe ». La trahison des clercs, énième épisode. Quand l'idéologie précède et néglige le savoir, ça ne donne jamais rien de bon. Trahison aussi de l'état-major intérimaire de Sciences Po qui a lâchement fléchi le genou devant le chantage d'une poignée de militants, silencieux face à l'invasion russe en Ukraine ou la mort d'Alexei Navalny, face au tragique sort des femmes en Iran ou en Afghanistan, volubiles en revanche quand il s'agit de dénoncer les crimes de l'État hébreu, seulement lui, en s'exonérant bien sûr du moindre soupçon d'antisémitisme. Si on ne peut blâmer la police d'avoir expulsé ces idiots utiles de l'islamisme et, par ricochet, du lepénisme, il est regrettable que Valérie Pécresse ait suspendu les subventions de la Région Île-de-France à Sciences Po. Elle croit punir la direction, elle pénalise des milliers d'étudiants qui, eux, préfèrent encore un bouquin à TikTok.

On peut souligner l'ambiguïté des Insoumis à l'égard du Hamas sans affirmer que ses porte-parole se vautrent dans l'apologie du terrorisme

Deepfake, le mensonge technologique pour le meilleur et le pire ?

L'intelligence artificielle (IA) permet désormais de cloner les visages, les voix – pour la blague, souvent, mais aussi à des fins de désinformation. Faut-il avoir peur de ces deepfakes ?

Dossier réalisé par Pascal Rabiller p.rabiller@sudouest.fr



dessein permettent de produire, est donc sans fin », assure Jean-Luc Dugelay, informaticien, chercheur et professeur à l'école d'ingénieurs Eurecom, au département sécurité numérique.

Déjà 2017 semble loin. Cette année-là, sur le réseau Reddit, sont apparues les premières vidéos détournées via l'intelligence artificielle (IA) et baptisées pour la première fois « deepfakes ». Il n'était alors question que de faire rire avec des détournements au ton léger. Des mises en situation de personnalités qui ne tentaient pas de laisser croire à un semblant de vérité. L'humour reste l'immense majorité de la production de deepfakes, mais la technologie fait aussi les beaux jours des manipulateurs d'opinion. Deepfakes et « fake news » ont envahi nos réseaux sociaux, pour le pire comme pour, parfois, le meilleur.

1 Qu'est-ce qu'un contenu deepfake ?

L'anglicisme « deepfake » désigne un contenu fallacieux réalisé à l'aide d'une technologie d'intelligence artificielle. Celle-ci permet, notamment, de superposer et animer à partir d'une simple photo le fichier numérique d'un visage ou d'une voix, voire les deux, sur un autre fichier numérique, vidéo, message sonore... d'une autre personne, dans le but de produire du faux contenu – de plus en plus réaliste et qui sera sans doute avec le temps toujours plus difficile à identifier.

« Les outils d'intelligence artificielle qui permettent de produire des « vidéos hypertruquées », comme les Québécois traduisent les « deepfakes », progressent plus chaque mois que lors de l'année entière qui a précédé. Dès que l'IA générative est confrontée à des méthodes de détection de fausses vidéos, elle s'adapte, elle apprend à les contourner. La course à la vérification, qui est capitale pour lutter contre la désinformation que ces outils utilisés à

2 Un combat pour la vérité perdu d'avance ?

Un constat que partage un autre expert, Nicolas Obin, maître de conférences à la Sorbonne, chercheur à l'Institut de recherche et coordination acoustique-musique (Ircam) à Paris. Ce dernier est spécialiste de l'IA mise au service de l'utilisation, du détournement de la voix, un autre bon moyen de désinformation. Nicolas Obin et Jean-Luc Dugelay participent au projet Detox, qui vise à mettre au point un détecteur de vidéos et de sons « hypertruqués » qui concerneraient essentiellement les personnalités les plus « sensibles » de nos sociétés – chefs d'État, candidats à des scrutins importants, grands décideurs économiques et financiers... Des personnalités dont des détournements de paroles et d'actes pourraient entraîner des crises politiques, économiques voire géopolitiques.

« Sommes-nous condamnés à perdre face à la désinformation technologique ? Non, car, au fur et à mesure que la technologie de détection progresse, la technologie nécessaire pour produire du deepfake devient de plus en plus puissante et onéreuse. Le petit deepfake bricolé est facilement détecté. La détection rend la vie des gens malhonnêtes plus compliquée... » assure Jean-Luc Dugelay.

3 Le « cheap fake » plus efficace pour manipuler

L'analyse des chercheurs « parle » à Grégoire Lemarchand, rédacteur en chef de l'investigation numérique de l'Agence France-Presse (AFP) : « Le deepfake n'est pas notre obsession. C'est, potentiellement, une arme de désinformation qui demande beaucoup d'investissement,



de temps si l'on veut qu'elle soit efficace. En matière de fausse information et de manipulation, un simple message sur un réseau social, une vidéo basique, prise au téléphone et accompagnée d'un commentaire mensonger peut faire beaucoup plus de mal. Nous passons plus de temps à vérifier des « shallow fakes » ou « cheap fakes » (1) que du deepfake ultra-élaboré. Le cheap fake, c'est 90 % de notre activité ! » (lire aussi en page suivante).

4 Au service (aussi) de la vérité

Reste que le deepfake peut aussi se révéler un atout majeur au service de... la vérité. Exemple avec le documentaire « Nous jeunesse(s) d'Iran », diffusé le 21 avril dernier et toujours disponible sur la plateforme France TV : la technologie de l'intelligence artificielle a permis de recréer entièrement les visages des témoins du documentaire. Ici, pas de manipulation recherchée mais le souhait de protéger celles et ceux qui s'opposent au régime de l'ayatollah Ali Khamenei, afin qu'ils partagent librement leur vie quotidienne sans craindre une possible répression. Pour le meilleur, donc, mais aussi pour le pire, telle est l'union qui nous lie désormais à l'IA et aux deepfakes.

(1) Cet autre anglicisme désigne un type de vidéo ou d'image manipulée créé à l'aide de techniques plus simples que pour la deepfake, en coupant, recadrant ou collant des parties de la vidéo ou de l'image, ou en modifiant le son ou les sous-titres, par exemple.



Directeur Général, directeur de la publication : Nicolas Sterckx. Directeur du pôle Médias : Christophe Galichon. Directeur de la rédaction : Jean-Pierre Dorian. Rédactrice en chef : Flore Galaud.

N° de commission paritaire : 0425 C 86477. Jeudi 2 mai 2024. N° 24 769. Tirage du mardi 30 avril 2024 : 189 796 exemplaires. Imprimé par SAPESO 40, quai de Brazza, 33100 Bordeaux.

« Les faits sont sacrés, les commentaires sont libres »



Diffusion totale payée 2023 : 189 092 exemplaires. Service clients abonnés : abonnement@sudouest.fr tél. 05 57 29 09 33. Prix de référence de l'abonnement (formule mensuelle) : 42,5 € TTC dont TVA à 2,1 %

autorité de régulation professionnelle de la publicité

SUD-OUEST PUBLICITÉ 23, quai des Queyries, CS 20001, 33094 Bordeaux Cedex. www.sudouest-publicite.com E-mail : sudouest-publicite@sudouest.fr Régies extra-locales : 366. Publicité : tél. 0 180 489 366.

SA DE PRESSE ET D'ÉDITION DU SUD-OUEST Société anonyme à conseil d'administration au capital de 268 400 euros. Présidente du conseil d'administration : Diane Touvet. Siège social : 23, quai des Queyries, CS 20001, 33094 Bordeaux Cedex. Tél. 05 35 31 31 31. Principaux associés : GSO, SA, SIRP, Société civile des journalistes, Société des cadres. 1944-1968 : Jacques Lemoine, fondateur. 1968-2001 : Jean-François Lemoine. 2001-2013 : M^{me} É.-J. Lemoine, présidente d'honneur. Origine du papier : Espagne. Taux de fibres recyclées : 92%. Ce journal est imprimé sur du papier certifié PEFC 70% -FCBA-PEFC-COC-17-01690. Emissions de GES : 125 g CO² eq par exemplaire (données 2022).





Le pape François en doudoune, Donald Trump arrêté manu militari, un manifestant âgé en sang pendant le mouvement contre la réforme des retraites, Emmanuel Macron en éboueur : les images créées par intelligence artificielle ont envahi nos réseaux sociaux. MIDJOURNEY



« Il faut savoir tirer parti de ces technologies ! »

Anaïs Loubère dirige Bordeaux Digital Pipelettes, une société qui gère des réseaux sociaux d'entreprise. Son avis sur l'IA et les deepfakes détonne

Quelle analyse faites-vous des deepfakes qui pullulent sur les réseaux sociaux comme Tiktok depuis l'avènement d'une intelligence artificielle (IA) grand public comme ChatGPT ?

D'abord, il faut bien reconnaître que c'est de plus en plus bluffant de « vérité ». Qui n'a pas été épaté devant une des vidéos utilisant le visage de l'acteur Tom Cruise qui joue au golf ou réalise des tours de magie ? Ces vidéos réalisées via des outils d'in-

telligence artificielle sont plus souvent humoristiques que destinées à nous tromper de manière malintentionnée.

C'est aussi impressionnant qu'effrayant...

Il ne faut certes pas négliger le fait que les deepfakes, vidéos ou sonores, peuvent avoir pour objectif de nous désinformer, de nous manipuler. Mais, aujourd'hui, on peut repérer 90 % d'entre eux.

Comment ?

Il faut se concentrer sur les teintes de peau. Il y a le plus souvent une différence notable entre la carnation du cou et celle du visage. Il faut aussi se concentrer sur la synchronisation entre les lèvres du sujet et le son émis. C'est par exemple très net dans le « tutoriel chignon » censé être réalisé par Emmanuel Macron qui circule sur Tiktok. Généralement, en zoomant très fort sur le visage du sujet apparaissent de petits quadrillages qui trahissent l'IA. Regarder aussi l'intérieur de la bouche. L'IA ne sait pas le reproduire correctement lorsque le sujet parle.

Pour vous, ne faut-il pas avoir peur ?

Soyons clair, leur utilisation peut être délétère. Il faut réglementer l'IA, c'est certain. Mais ces technologies peuvent aussi être de formidables outils au service de l'éducation : imaginez un personnage célèbre, comme Joséphine Baker, racontant sa vie, son destin et, pourquoi pas, sa panthéonisation ! Ou le général de Gaulle racontant la Seconde Guerre mondiale, ou encore Einstein expliquant sa théorie de la relativité ! Cela changerait beaucoup de choses en cours d'histoire, non ? En clair, nous devons nous méfier, mais aussi savoir tirer parti de ces technologies !

En immersion avec des chasseurs de désinformation

Deepfakes et « fake news » sont traqués par un service capital pour l'Agence France-Presse (AFP) et ses clients médias. Reportage au cœur de la cellule des chasseurs d'infox

Le 21 avril, une vidéo qui circule depuis quelques heures sur le réseau Tiktok et la plateforme Youtube et cumulant en quelques heures des milliers de vues montre un convoi de porte-char. Présentée comme une information, la vidéo a pour titre : « Les premières troupes militaires françaises se déploient à Odessa !!! ». La vidéo, datée du jour, a été visiblement réalisée par un employé des travaux publics en bord de route. Elle semble opportunément illustrer des propos hors micro attribués, en mars, à Emmanuel Macron par le journal « Le Monde », selon lesquels des militaires français devront être déployés sous peu à Odessa en Ukraine.

Traque technologique

Repérée par l'AFP vingt-quatre heures plus tôt, cette vidéo est passée au crible par le service investigation numérique dirigé par Grégoire Lemarchand. Un service qui mobilise... 150 journalistes. « Il y en a 30 rien qu'à Paris, les autres se répartissent dans certains de nos bureaux situés dans 150 pays. C'est beaucoup, mais les enjeux sont énormes eux aussi. C'est en 2017 que nous avons créé ce qui constitue la plus grosse structure au monde dédiée à la lutte contre les fausses informations. À l'époque, nous avions fait le constat que, sans être forcément déterminante, la désinformation - terme qu'on préfère ici à « fake news » (ou infox) et deepfakes - avait joué un rôle non négligeable en termes de manipulation des esprits au moment du Brexit, par exemple, mais aussi lors d'élections de candidats populistes, à l'image de Trump

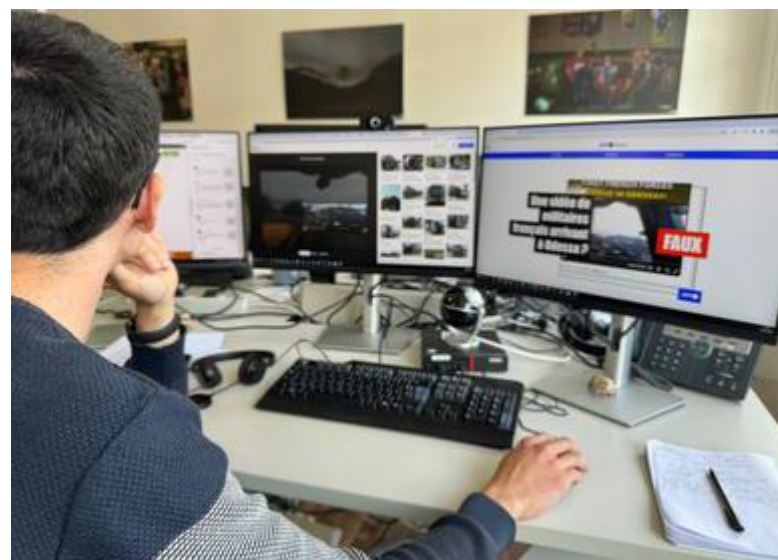
aux USA ou encore de Rodrigo Duterte aux Philippines », argumente ce dernier.

Une partie de ce service est en surchauffe. Il faut confirmer ou démentir le contenu de la vidéo de « troupes françaises à Odessa ». « Nous n'avons aucun a priori sur son contenu, sa véracité, c'est un principe », assure Julie Charpentrat, adjointe du service, pendant que Fabien Zamora, journaliste spécialiste défense, et Théo Marie-Courtois, 23 ans, geek et journaliste, dissèquent la vidéo image par image. Ils repèrent les arbres, les maisons, les poteaux, le panneau électoral en bord de route, les plaques d'immatriculation visibles. L'auteur original est retrouvé. Il n'est pas ukrainien mais polonais. La vidéo d'origine date de mars et non d'avril, comme prétendu via le commentaire.

Les doigts pianotent et la souris glisse à Paris, les logiciels moulinent « des outils accessibles à chacun d'entre nous, à l'image des outils de recherche inversée de Google Street View ou d'InVid, logiciel élaboré par l'AFP mais en libre accès », assure Théo Marie-Courtois. À Varsovie, les journalistes de l'AFP prennent la direction de la ville en question, du bout de route nationale identifié, pour lever tout doute. « Ils ont même assisté au démontage du panneau électoral que nous avions remarqué sur une image arrêtée de la vidéo... » précise Julie Charpentrat. Fin de l'infox. Il aura fallu près de quarante-huit heures pour démontrer la tentative de manipulation, qui n'a sans doute pas mobilisé plus de quinze minutes du temps de son auteur désinformateur.



Anaïs Loubère, spécialiste des réseaux sociaux, devant le compte Tiktok de metaphysic.ai, auteur de fausses vidéos. THIERRY DAVID / SO



Théo Marie-Courtois et ses collègues utilisent des outils accessibles à tous, mais s'appuient sur le maillage humain de l'AFP pour contrer une infox. P. R.